



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/En-Bref-56745>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°87 > **En Bref...**

15 janvier 2021

En Bref...

Des actus en bref !



Adobestock

Le chiffre

Selon le baromètre IRSN, **74 %** des Français pensent que “la radioactivité des centrales nucléaires peut provoquer des cancers” et 68 % déclarent qu’elles peuvent “provoquer une contamination des nappes phréatiques”. À contrario, 67 % des Français pensent que le nucléaire garanti t’indépendance énergétique de la France. Alors s’il semble que la cause antinucléaire progresse dans l’opinion, il reste encore du chemin pour faire tomber les idées reçues...

En Espagne aussi, les réacteurs nucléaires vieillissent

Des sept réacteurs nucléaires encore actifs en Espagne, les deux de la centrale d'Almaraz viennent d'obtenir le feu vert du CSN (Conseil de Sécurité Nucléaire) pour fonctionner jusqu'en 2028. Le Ministère de la Transition Écologique a également donné son autorisation.

Les plus vieux réacteurs nucléaires encore en fonctionnement ont été mis en service en 1981 et 1983. Située près de la ville de Cáceres, à quelques dizaines de kilomètres du Portugal, la centrale d'Almaraz suscite de grandes inquiétudes chez les riverains espagnols et voisins portugais. De nombreux dysfonctionnements s'y sont déjà produits et, quelques jours après le feu vert, il a fallu arrêter d'urgence les réacteurs. Le MIA (Mouvement Ibérique Antinucléaire) avait demandé une consultation citoyenne pour débattre des enjeux sociaux et économiques du maintien en activité. Suite à la décision du Ministère espagnol, le MIA va déposer plainte au niveau européen pour manque de concertation avec le Portugal.

Le CSN ayant demandé la réalisation de travaux de mise en sécurité, 600 millions d'euros devront être investis. Il n'est pas certain que les investisseurs soutiennent ces dépenses, et ce, d'autant plus que la consommation électrique des ménages et des industriels espagnols a baissé avec la crise sanitaire.

Augmentation de la radioactivité en Europe du Nord

Les 22 et 23 juin des produits radioactifs artificiels, césiums 134 et 137 et ruthénium 103, ont été détectés dans l'air d'une partie de l'Europe. Il s'agit de produits de fission caractéristiques d'un réacteur nucléaire. La présence de radionucléides à vie relativement courte (39,3 jours pour la période radioactive du Ru 103, et 2,2 ans pour le césium 134) exclut que l'accident de Tchernobyl soit à l'origine de la contamination. Les incendies qui ont ravagé les zones contaminées conduisent à la dispersion de césium 137 (30 ans), de strontium 90 (28 ans) et de transuraniens.

Les 40 États européens qui ont répondu à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (Fédération de Russie et Ukraine incluses) ont affirmé qu'aucun événement survenu sur leur territoire ne pouvait avoir causé le rejet. Étant donné les autorisations dont disposent certaines installations nucléaires, un rejet anormalement élevé pourrait toutefois rester conforme aux limites et ne pas être qualifié d'évènement ou d'incident par le pays concerné. Quoiqu'il en soit, nous ignorons toujours d'où venaient les émissions radioactives et quelles étaient les activités à proximité du point de rejet.

Mox : Fin de partie pour Areva-Orano aux USA

Le projet délirant d'Areva-Orano d'usine de combustible MOX aux États-Unis c'est fini. Initié dans le cadre d'un accord entre les États-Unis et la Russie pour le démantèlement et la récupération de 34 tonnes de plutonium militaire, il avait été arrêté fin 2018. À présent, pour se renflouer, les actionnaires liquident par une vente aux enchères "450 000 pièces" nucléaires neuves et encore emballées pour la plupart (générateurs de vapeur, milliers de mètres de câbles en cuivre, compresseurs, variateurs de fréquence, unités de climatisation, etc.). Du jamais vu qui en dit long sur la piteuse situation de l'atomiste dans le monde.

Au moment de la signature du projet en 2008, le budget avait été évalué au doigt mouillé à 2,7 milliards de dollars. À ce jour plus de 7 milliards de dollars auraient été dépensés et selon un rapport de l'US Army remis au gouvernement américain, sa facture était passée à... 17,4 milliards de dollars et son ouverture repoussée à 2048 !

La justice américaine a prévenu les autorités françaises qu'elle pourrait lancer un procès pour

corruption contre l'ex-fleuron tricolore de l'atome. Le groupe nucléaire pourrait se voir réclamer 24 milliards d'euros d'amende par la justice américaine. Un dossier qui pourrait embarrasser Anne Lauvergeon et Edouard Philippe, chez Areva à l'époque des faits.